



FRANCE 3 HAUTS-DE-FRANCE

SALARIÉS EN GRANDE SOUFFRANCE :

LA DIRECTION NE VEUT PAS ASSUMER

Le SNJ apporte tout son soutien aux salariés de France 3 Lille et Amiens. Au terme d'une enquête menée dans la plus totale opacité, ils sont accusés de « maltraitance collective » les uns envers les autres. Une première sanction a été annoncée. Les arrêts de travail pour choc émotionnel se multiplient. Or, cette enquête ne met pas en cause les coupables par négligence, les membres de la direction, qui ont ignoré de multiples signaux d'alerte.

Depuis la mise en place des sites calqués sur le périmètre des nouvelles régions, les responsables éditoriaux "web" des deux antennes de Lille et d'Amiens entretiennent des relations très tendues sur fond de course aux clics.

Cette rivalité a envenimé les relations. Elle était parfaitement connue de la direction, en raison des alertes des salariés et de leurs représentants. Qu'a fait la direction pour apaiser la situation avant qu'elle ne dégénère ? Pas grand-chose, si ce n'est un comité de pilotage trop tardif, mis en sommeil pendant la crise sanitaire.

Autre dysfonctionnement : il serait également question d'articles modifiés à l'insu des journalistes qui les avaient rédigés. Un problème déontologique qui aurait dû entraîner une intervention rapide de direction pour y mettre fin.

Aujourd'hui, une enquête fait le constat « *d'un état de grande souffrance provoqué par un collectif considéré comme maltraitant envers un autre.* Étrange concept. Collectif de travail contre collectif de travail. En réalité, la direction s'est défaussée de ses responsabilités. Elle s'est abritée derrière une demande d'enquête pour harcèlement afin de faire oublier son inertie.

Car c'est bien la direction qui est responsable, au moins en partie, des problèmes de « collectif contre collectif » et des souffrances qu'ils engendrent. C'est la direction qui a engagé un cabinet extérieur pour enquêter, c'est elle qui lui a donné une liste de personnes à interroger. Enfin c'est bien cette même direction qui a décidé de sanctionner, sans même entendre l'ensemble des salariés concernés.

Ce n'est pas la première fois à France Télévisions : au lieu de remettre en cause son action, ou son inaction, la direction choisit une ou plusieurs cibles, qui sont lourdement sanctionnées. Avec des motifs parfois flous et des procédures disciplinaires très contestables.

Les vrais responsables de ce désastre humain sont bien les membres de la direction :

- **soit ils savaient que des agissements répréhensibles avaient lieu dans leur région, et ils ne sont pas intervenus**
- **soit ils n'ont rien vu, rien entendu et découvrent tout. Alors, que faisaient-ils depuis toutes ces années?**

Paris, le 22 septembre 2020

SNJ France Télévisions

Nous rendre visite : bureau D 142 / Nous contacter : snj@francetv.fr – 01 56 22 88 28



@SNJ_FTV



Snj.ftv